 <b>GOVERNEMENT</b> <i>Liberté</i> <i>Egalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>


***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire
SIRET/SIREN
200 070 407 00222/ 200 070 407
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
20 rue de la Liberté Service Planification – Direction Aménagement du territoire BP 90162 63504 Issoire Tél. : 04 15 62 20 00 Courriel : <a href="mailto:planification@capissoire.fr">planification@capissoire.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
BARRAUD Bertrand, Président de la communauté d'Agglomération du Pays d'Issoire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Madame NADERMAN Femke, Chargée de mission planification
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Communauté d'Agglomération du Pays d'Issoire 20 rue de la Liberté BP 90162 63 504 Issoire Tél. : 04 73 55 62 71 Courriel : femke.naderman@capissoire.fr
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Varennes-sur-Usson
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Dernière modification de droit commun approuvée le 20/06/2024 Consultable à l'adresse suivante : <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/</a>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Varennes-sur-Usson (63)
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
 <p>Le projet de modification a pour objet de permettre la réalisation d'un projet agro-touristique en zone Ah du PLU en vigueur (secteur agricole où l'accueil limité de tiers non-agriculteurs et d'activité agro-touristiques sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la préservation des sols et des activités agricoles). Ce projet nécessite la modification du règlement écrit afin d'autoriser la réalisation d'une extension du bâtiment existant dans le cadre de sa réhabilitation.</p> <p>Le règlement écrit est aussi modifié pour permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les annexes et extension limitées des habitations existantes en zones agricoles sous réserve de ne pas porter atteinte aux activités agricoles ;</li> <li>- une souplesse dans l'implantation d'annexes en limite de zone agricole A et agricole AH, en limitant ces constructions à 20m autour de l'habitation existante.</li> </ul> <p>Les parcelles concernées par le projet agro-touristiques sont les suivantes : A0041 ; 0043 ; 0079 ; 0080 ; 0078 ; 0082 ; 0085 ; 0083 ; 0084 ; 0012.</p>

3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglo Pays d'Issoire. Le SCoT de l'Agglo Pays d'Issoire a fait l'objet d'une révision approuvée le 1 <sup>er</sup> Mars 2018. Il s'agit donc d'un SCoT « intégrateur », c'est-à-dire qu'il est chargé de reprendre toutes les dispositions supérieures et de définir leurs modalités de prise en compte dans le SCoT et les documents d'urbanisme (lien de prise en compte, de compatibilité ou de conformité). La révision de ce SCoT a été prescrite par délibération du conseil communautaire du 22 février 2024 permettant ainsi la révision du SCoT en SCoT valant PCAET ou SCoT-AEC.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Allier Aval approuvé en 2015 Plan de Gestion du Risque Inondation Loire-Bretagne 2022-2027 Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire approuvé en 2021, qui est en cours de révision au titre du futur SCoT valant Plan Climat Air Energie.
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> <b>Non</b>
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Une étude d'incidence sur la zone Natura 2000 « Val d'Allier-Alagnon » a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLU et a conclu à l'absence d'incidence significative sur la zone. Le PLU n'a donc pas été soumis à évaluation environnementale lors de son élaboration.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
<p>La procédure engagée est une procédure de modification simplifiée.</p> <p>Cette procédure est régie par les dispositions des articles L.153-45, L.153-46, L.153-47, L.153-48, du code de l'urbanisme.</p> <p>Le Président de l'organe délibérant de l'EPCI mène la procédure de modification simplifiée. Dans le cadre de la constitution du dossier, l'API doit réaliser une pré-évaluation environnementale au titre de l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit d'un examen au cas par cas réalisé par l'autorité responsable du plan visant à analyser si la procédure de modification du PLU est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Cette pré-évaluation environnementale doit être soumise à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour avis conforme. Au vu de cet avis conforme, l'EPCI doit délibérer pour décider de la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.</p> <p>Une fois le dossier constitué, une mise à disposition du public du dossier doit avoir lieu, conformément à l'article L 153-47 du code de l'urbanisme.</p> <p>Ensuite, selon l'article L 153-47 du Code de l'Urbanisme, à l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.</p>
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de Varennes-sur-Usson en 2021 : 308 habitants.

#### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Varennes-sur-Usson : 623 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones UA	3,34	0,54 %	3,34	0,54 %
Zones UB	14,72	2,36 %	14,72	2,36 %
Zones AUb	2,26	0,36 %	2,26	0,36 %
Zones A	439,75	70,59 %	439,75	70,59 %
Zones Ah	3,79	0,61 %	3,79	0,61 %
Zones N	159,48	25,60 %	159,48	25,60 %
Total	623	100 %	623	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU ne comporte pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, introduits dans les PLU par les lois Grenelles de 2009 et 2010 et la loi ALUR de 2014.

#### 4.3 Caractéristiques de la procédure

##### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'un des objectifs de la présente modification est de permettre la réalisation d'un projet agro-touristique situé en zone « Ah » du PLU, zone qui correspond aux secteurs agricoles où l'accueil limité de tiers non-agriculteurs et d'activités agro-touristiques sont autorisés sous réserve qu'il ne porte pas atteinte à la préservation des sols et des activités agricoles.

Cette modification du règlement écrit de la zone agricole (zone Ah) concerne notamment les travaux de restauration ou de confortement des bâtiments ou ensemble de bâtiments protégés au titre de l'article L.123-1-5§7 du Code de l'Urbanisme pour permettre le réaménagement de bâtis remarquables sans dénaturer leurs caractéristiques spécifiques.

Cette modification permettra la réalisation d'un projet agro-touristique qui a pour objectif la réhabilitation du domaine de Joug dont la façade est aujourd'hui en mauvaise état et nécessiterait des travaux de réaménagement ainsi que permettre une extension. Ce projet d'intérêt général permettra à termes un développement économique de la commune grâce à la création de nouveaux emplois, mais favorisera également l'économie agricole du territoire, grâce à la valorisation de produits agricoles (activité viticole et d'élevage porcin).

Le règlement écrit est également modifié pour permettre les annexes et extensions limitées des habitations existantes en zone agricole sous réserve de ne pas porter atteinte à des activités agricoles. De plus, cette modification simplifiée du PLU permet également une souplesse dans l'implantation d'annexes en limite de zone agricole A et agricole AH, en limitant ces constructions à 20m autour de l'habitation existante.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ **Oui**

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La procédure vise à permettre la construction d'annexes et d'extensions limitées de toutes les habitations existantes en zones agricoles (initialement réservée aux habitations des agriculteurs). Aussi, une localisation précise est difficile à apporter.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non



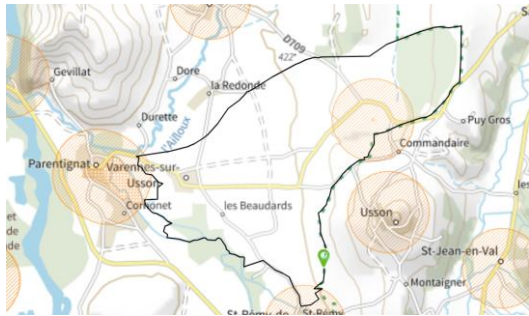
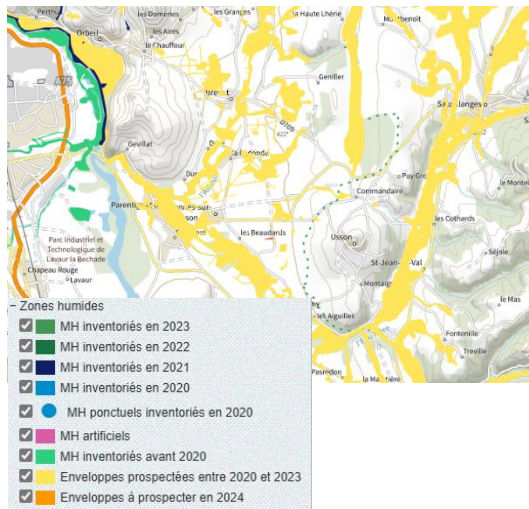
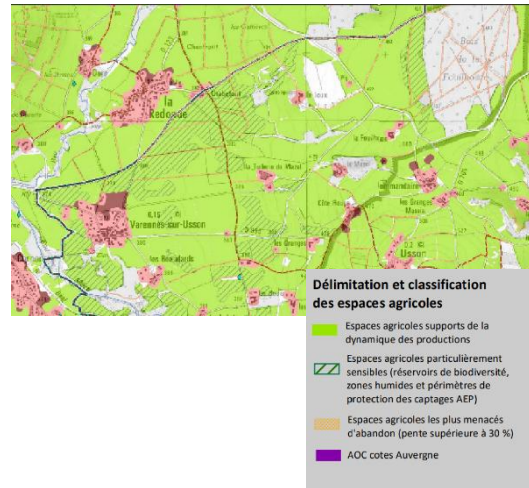
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> <b>Non</b>
<b>Si oui, préciser les effets</b>


<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Varennes-sur-Usson, n'est pas concernée par une zone Natura 2000. Cependant, elle se situe à moins d'1km (vol d'oiseau) du site Val d'Allier – Alagnon.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.




## Annexe II

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La limite communale ouest avec la commune de Parentignat est impactée par une servitude AC1 liée à la protection des abords de Monuments Historiques. Aussi, le château de Foulhouize est protégé au titre des abords de monuments historiques (AC1). De même pour la limite sud-est, qui entrecoupe le périmètre de l'église Saint-Rémy située à Saint-Rémy-de-Chagnat.

			
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le SCoT de l'Agglo Pays d'Issoire, en lien avec le SAGE Allier Aval, à identifier plusieurs zones humides sur le territoire recouvert par le PLU.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<div>  <p><b>Zones humides</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>MH inventoriés en 2023</li> <li>MH inventoriés en 2022</li> <li>MH inventoriés en 2021</li> <li>MH inventoriés en 2020</li> <li>MH ponctuels inventoriés en 2020</li> <li>MH artificiels</li> <li>MH inventoriés avant 2020</li> <li>Enveloppes prospectées entre 2020 et 2023</li> <li>Enveloppes à prospecter en 2024</li> </ul> </div> <div>  <p><b>Délimitation et classification des espaces agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espaces agricoles supports de la dynamique des productions</li> <li>Espaces agricoles particulièrement sensibles (réservoirs de biodiversité, zones humides et périmètres de protection des captages AEP)</li> <li>Espaces agricoles les plus menacés d'abandon (pente supérieure à 30 %)</li> <li>AOC cotes Auvergne</li> </ul> </div> <p>➤ <b>La Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT de l'Agglomération Pays d'Issoire</b></p> <p>Le SCoT du Pays d'Issoire identifie plusieurs enjeux écologiques sur la commune :</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des réservoirs de biodiversité : secteurs par principe inconstructibles</li> <li>- Des corridors écologiques de la Trame Verte, en particulier des milieux forestiers et boisés ; des milieux agricoles et ouverts ; et dans une moindre mesure des zones relais des milieux agricoles et ouverts et des milieux thermophiles ouverts : ces espaces ne sont, par principe, pas constructibles</li> </ul> <p>➤ <b>La Trame Verte et Bleue à l'échelon régional (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité entre les Territoires)</b></p> <p>Le SRADDET a été adopté par le Conseil Régional lors de sa session des 19 et 20 Décembre 2019. <b>Les enjeux écologiques identifiés dans ce document sont similaires au SCOT du Pays d'Issoire.</b></p>  <p><b>Trame verte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Réservoirs de biodiversité</li> <li>■ Corridors surfaciques</li> <li>■ Corridor thermophile en pas japonais</li> <li>■ Corridors écologiques à préserver liés aux infrastructures</li> </ul> <p><b>Trame bleue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cours d'eau de la trame bleue</li> <li>■ Zones humides (inventaires départementaux)</li> </ul> <p><b>Espaces perméables relais</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Espaces perméables liés aux milieux terrestres</li> </ul>
--	--	--	---

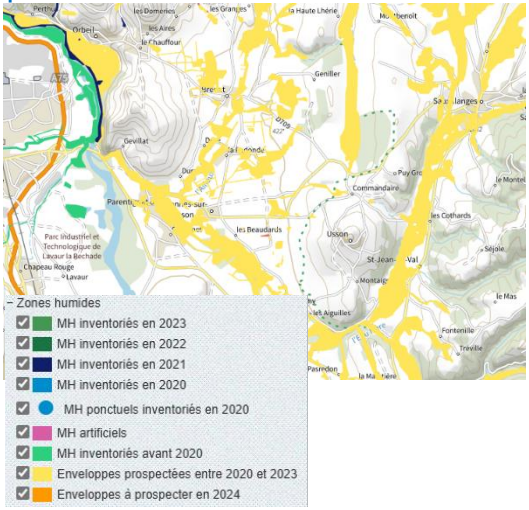
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	 <p>la commune se situe à proximité de la ZNIEFF de type II : « Lit majeur de l'allier moyen »</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des espaces boisés sont repérés au plan de zonage du PLU en vigueur au titre de l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme. Ils sont dispersés sur le territoire communal.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

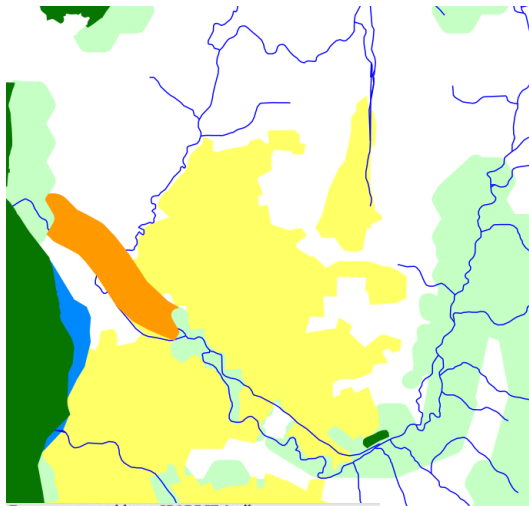
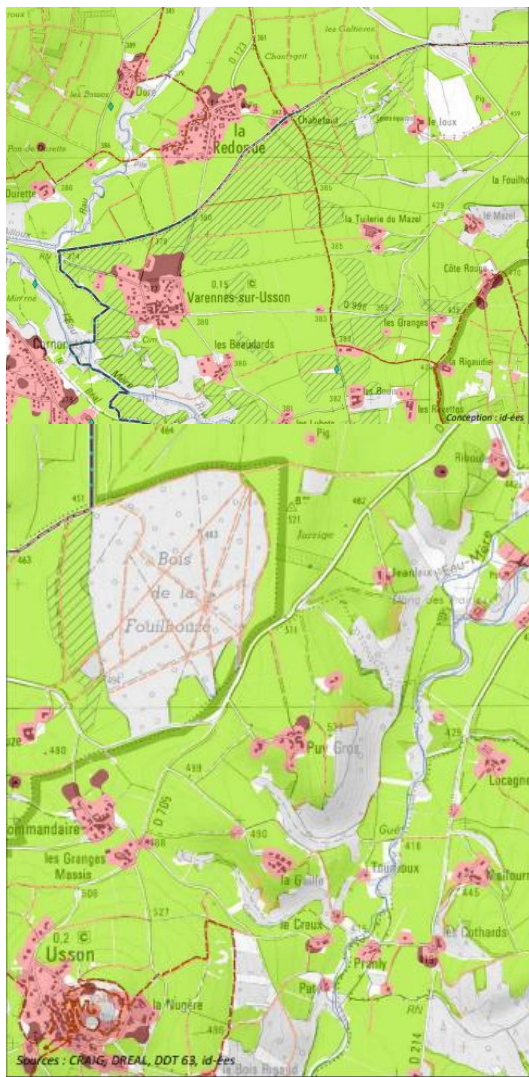
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Varennes-sur-Usson, n'est pas concernée par une zone Natura 2000. Cependant, elle se situe à moins d'1km (vol d'oiseau) du site Val d'Allier – Alagnon.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La limite communale ouest avec la commune de Parentignat est impactée par une servitude AC1 liée à la protection des abords de Monuments Historiques. Aussi, le château de Foulhouize est protégé au titre des abords de monuments historiques (AC1). De même pour la limite sud-est, qui entrecoupe le périmètre de l'église Saint-Rémy située à Saint-Rémy-de-Chagnat.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est localisé à 120 m d'une zone humide identifiée dans le cadre de l'inventaire réalisé en 2020 par le SAGE Allier Aval.</p>  <p><b>Zones humides</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH inventoriés en 2023</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH inventoriés en 2022</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH inventoriés en 2021</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH inventoriés en 2020</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH ponctuels inventoriés en 2020</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH artificiels</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> MH inventoriés avant 2020</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Enveloppes prospectées entre 2020 et 2023</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Enveloppes à prospecter en 2024</li> </ul>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par des corridors écologiques surfacique et linéaire selon le SRADDET de la région Auvergne Rhône-Alpes. Le site du projet du domaine de Joug se trouve à proximité de corridors écologiques linéaires (cours d'eau et relais)

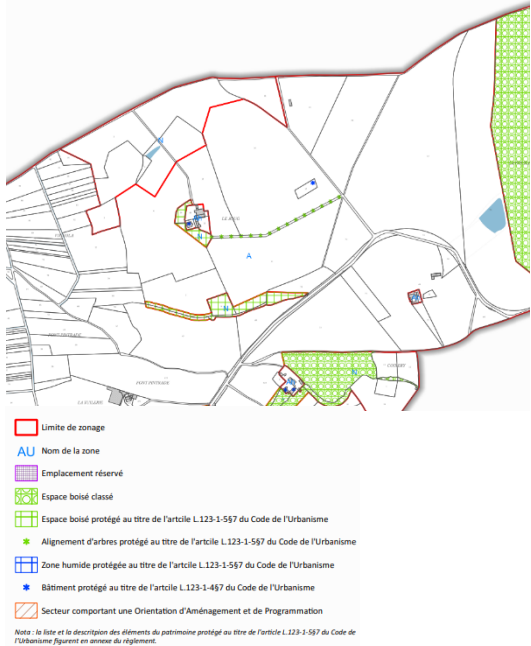


Trames vertes et bleues SRADDET Avril 2020

- Corridors écologiques linéaires
- Corridor écologique surfacique
- Réservoir de biodiversité
- Cours d'eau (trame bleue)
- Lacs naturels et espaces surfaciques liés aux cours d'eau
- Zones humides régionales
- Espaces relais perméables linéaires
- Espace perméables relais surfacique de la TVB
- Grand espaces agricoles surfaciques



## Annexe II

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par plusieurs EBC dont un se situant au sein du domaine du Joug.</p> 
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune présente des protections au titre de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
-			

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en juin, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
-
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du dossier

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<a href="#">Annexe 1 : Additif au rapport de présentation</a> <a href="#">Annexe 2 : règlement écrit</a> <a href="#">Annexe 3 : auto-évaluation</a>		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(Personne publique responsable)			
Fait à	Issoire	le,	14 avril 2025
Nom	COSTON	Prénom	David
Qualité	1er Vice-président Évaluation des politiques communautaires, Urbanisme, Numérique et informatique		
Signature			
